



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Au-fil-des-jours,1415>

# Au fil des jours

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1981 - N° 793 - octobre 1981 -

Date de mise en ligne : mercredi 26 mars 2008

Date de parution : octobre 1981

---

**Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés**

---

L'opposition (la nouvelle) et la presse Ã sa solde voudraient nous faire croire que la situation Ãconomique s'aggrave depuis l'arrivÃe de la gauche au pouvoir. Comme si en 4 ou 5 mois on pouvait rÃparer les dÃgÃts de plus de 8 000 jours de gouvernement de la droite ! Bien sÃr, le dollar a, certains jours, ÃtÃ cotÃ Ã plus de 6 francs ; mais, aux alentours de 5,50 il est revenu au niveau qu'il avait en aoÃt 1969 aprÃs la dÃvaluation rÃalisÃe par le gouvernement ChabanDelmas. Et Ã ce moment-lÃ les taux d'intÃrÃts amÃricains Ãtaient loin d'approcher ceux pratiquÃs aujourd'hui. Les autres monnaies europÃennes n'ont pas ÃtÃ ÃpargnÃes non plus. Et, mÃme en Suisse, la hausse du coÃt de la vie a ÃtÃ de 1,5 % au mois d'aoÃt. Quant au chÃmage, il gagne du terrain partout, aussi bien au Royaume-Uni, qu'aux Etats-Unis ou en Allemagne FÃdÃrale oÃ il a progressÃ de 49 en un an. Alors, attendons encore un petit peu avant de porter des jugements dÃfinitifs !

\*

Bien que l'Ãconomie distributive ne figure pas (pas encore, hÃlas) au programme du gouvernement Mauroy, on peut cependant trouver quelques raisons d'espÃrer : le Premier ministre propose, par exemple, d'offrir aux jeunes qui terminent leur service national des contrats (volontaires) de six mois ou un an pendant lesquels ils pourront se consacrer Ã des travaux d'intÃrÃt public (eaux et forÃts, animation de communes, coopÃration, ...) . Les intÃressÃs toucheraient un salaire d'environ 1 000 francs par mois et seraient logÃs et nourris. C'est dÃja un premier pas vers le Service Social prÃnÃ en Ãconomie distributive.

\*

Pierre Mauroy est d'ailleurs bien conscient des problÃmes qui nous attendent. Il disait dans son discours devant l'AssemblÃe Nationale, lors du dÃbat sur la motion de censure dÃposÃe par l'opposition : « La crise ne se rÃsoudra pas d'elle-mÃme. Elle ne sera surmontÃe qu'au prix d'une formidable adaptation industrielle et d'une mutation sociale. Il revient aux hÃritiers des premiers prolÃtaires jetÃs au pied des machines Ã vapeur de rÃussir l'Ãmancipation que permet la nouvelle rÃvolution technologique. La France peut ouvrir la route. Nous le lui devons. C'est pourquoi nous sommes dÃterminÃs Ã conduire le changement... »

\*

Et moi dont le nationalisme a toujours ÃtÃ plus que chancelant, je dois bien reconnaÃtre que l'exemple donnÃ par la France peut Ãtre important : c'est ainsi que lors de la derniÃre rÃunion de l'AssemblÃe EuropÃenne (15-17 septembre), les Ãlus ont soulignÃ la faillite des politiques menÃes jusqu'Ã prÃsent par les gouvernements nationaux (politiques monÃtaristes, en gÃnÃral). Et, fait nouveau, ils ont affirmÃ que « la politique de lutte contre l'inflation doit Ãtre subordonnÃe Ã la politique de lutte contre le chÃmage ». Le Commissaire chargÃ des affaires sociales, -a dÃclarÃ « De toute Ãvidence la plupart des ministres ont compris que nous ne sortirons pas de la rÃcession en poursuivant les politiques actuelles. (...) Si nous continuons d'Ãtrangler nos Ãconomies, comme nous le faisons actuellement, nous rÃduirons la production, les investissements, le nombre d'emplois, et, loin de rÃduire l'inflation, nous l'aggraverons. » . Plusieurs propositions de rÃduction de la durÃe du travail ont ÃtÃ proposÃes au cours de la session.

\*

Evidemment de telles prises de position ne font pas plaisir à tout le monde. C'est ainsi que le « Wall Street Journal » du 9 septembre écrit :

Les dirigeants français ne se contentent pas « comme nous avons tenté de le penser au début », de « quelques gestes socialistes » avant « de retourner à la politique économique pragmatique qui avait caractérisé la Cinquième République ».

« Les actions et déclarations de M. Delors et de ses collègues nous persuadent rapidement du contraire ».

Mais le « Wall Street Journal » ferait mieux de s'interroger sur le bien fondé de la politique économique de Reagan car, selon un rapport publié le 20 août par le bureau officiel des statistiques des Etats-Unis, le revenu moyen avant impôt des Américains a diminué de 5,50 pour cent en 1980. C'est le recul le plus important enregistré depuis 1974.

\*

Quant à nous, réjouissons-nous car malgré tout, nos idées font leur chemin : dans la rubrique « Idées » du « Monde » du 5 septembre, on pouvait lire dans un article intitulé « Les temps nouveaux » : « Ainsi la création de temps libre répond-elle à une double nécessité, économique et sociale. Economique, car face aux progrès technologiques, aux dépenses, ses sociales que représente l'indemnisation du chômage, il n'y a pas d'autre solution que de partager l'emploi en réduisant la durée du travail. Nécessité sociale aussi, car on ne peut accepter la division entre une France au travail qui croule sous des horaires toujours aussi lourds et une France condamnée à l'inactivité forcée. »